



Taux actuels de d'émaciation : 7.2% retard de croissance : 36.8% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 21.1%

Source: Gouvernement éthiopien (IDHS, 2019)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Ethiopie : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Ethiopie : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016.
- Ethiopie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Ethiopie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (8.4% des dépenses publiques en 2018) se rapprochent des engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Ethiopie : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (4.8% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Ethiopie : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Ethiopie : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Ethiopie : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Second Growth and Transformation Plan (GTP II)) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Ethiopie : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 48 % des enfants en 2018.
- Ethiopie : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (68.9% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (7.3% en 2017) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Ethiopie : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (2.7% en 2016) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	8.4%	2018	15e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	4.8%	2017	29e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Médiocre	2019	38e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2019	14e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	2.7%	2016	45e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	11er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2019	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2008	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	48%	2018	33e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2013	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	68.9%	2017	39e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	7.3%	2017	45e
Visites médicales pour les femmes enceintes	73.6%	2019	41er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2015-2019	40e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Faiblement consacre dans le droit	2019	34e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel